

ELLE SE DÉSENGAGE D'UN IMPORTANT CHAMP GAZIER

British Petroleum quitte l'Algérie ?

La compagnie pétrolière British Petroleum a décidé d'abandonner le permis gazier de Bourarhat, dans le bassin d'Illizi, qu'elle explore avec la Sonatrach depuis 2006.

La compagnie britannique évoque des difficultés financières ayant motivé cette décision, mais tous les experts sont unanimes pour dire qu'il s'agit du résultat d'une gestion chaotique et ils justifient cela par le fait que la française Total a également abandonné son champ gazier de l'Ahnet. Bourarhat est le second permis que BP abandonne en Algérie, après celui de Rhourde-El-Baguel en 2010.

Une décennie perdue

Le champ gazier de Bourarhat affiche un potentiel de 52 Tcf, soit l'équivalent du volume actuel de Hassi R'mel. Sauf que le réservoir de Bourarhat est composé d'une roche appelée tight, peu poreuse et son exploitation est relativement plus compliquée que celle de Hassi R'mel qui figure au Top 5 des grands gisements du monde.

En 2005, les membres du «clan» BP de la Sonatrach avait constaté que Chakib Khelil était préoccupé beaucoup plus par les soucis de Menzel Ledjmet Est (FCP), Gassi Touil et les soucis de Saipem, KBR et SNC Lavalin. Ils ont alors poussé jusqu'à obtenir l'accord du ministre pour l'attribution à BP du champ de Bourarhat.

Le 23 avril 2005, BP et la Sonatrach signent un contrat pour l'exploration du périmètre de Bourarhat Sud (blocs 230 et 231). Un immense champ gazier situé non loin de Tiguentourine, dans la région d'In Amenas.

Mais pendant cette décennie, la compagnie britannique s'est limitée à un effort minimum d'exploration.

Sur ce champ de Bourarhat, British Petroleum a réalisé des tests qui se sont avérés concluants. Les tests de fracturation hydraulique effectués sur le puits TZN-1 ont fourni des données très prometteuses par rapport à la perméabilité de la roche (tight).

Mais depuis plus de quatre ans, BP a pratiquement mis en

veilleuse ses travaux sur le champ de Bourarhat. Ni la Sonatrach ni encore moins Alnaft (Agence nationale pour la valorisation des hydrocarbures) n'ont tenté de presser la compagnie britannique d'avancer sur l'étape développement.

Dans un document interne de BP, publié il y a quelques jours, il est dit expressément : «L'accord sur Bourarhat conclu avec la Sonatrach a expiré le 23 septembre 2014. Sonatrach et BP ont bénéficié d'une période de six mois pour négocier de nouveaux termes et ces négociations ont débuté au quatrième trimestre de 2014, avec peu de certitude de faire aboutir ces négociations.»

Du coup, BP a officiellement abandonné ce projet qui devait absorber un budget de l'ordre de 524 millions de dollars.

Le nouveau ministre de l'Energie, Salah Khebri, devra prendre une décision rapide pour pallier cette défection de BP. Certains experts affirment avec certitude que la Sonatrach recèle des ressources nécessaires pour exploiter seule ce gisement alors que d'autres sont moins optimistes.

Sonatrach seule contre tous

Les problèmes de la Sonatrach avec BP sont encore plus compliqués lorsqu'il s'agit des autres champs gazier d'In Salah et de Tiguentourine. En fait, sur ces deux associations, BP a trouvé comme alliés la norvégienne Statoil et la petite société d'engineering Petrofac (de droit britannique et à capitaux syriens).

Deux ans et demi après l'attaque de Tiguentourine, BP ne veut toujours pas normaliser ses relations avec la Sonatrach. Les travaux sur les installations du site d'In Salah sont à l'arrêt alors que le maître d'ouvrage (Petrofac) continue de réclamer des indemnités. L'exploitation du champ de Tiguentourine risque, quant à



Bourarhat est le second permis que BP abandonne en Algérie.

elle, d'aller vers un arbitrage international. Une pratique bien connue de BP : son partenaire est prié de se plier à son diktat, faute de quoi ce sont les tribunaux d'arbitrage qui l'obligeront à le faire (comme ce fut le cas pour le champ de Rhourde-El-Baguel).

Dans toute cette démarche, Statoil et Petrofac sont solidaires avec BP pour saigner à blanc la Sonatrach et l'obliger à assumer seule des fautes commises par le collectif.

Abandonnée par le pouvoir politique, notamment la tutelle, la Sonatrach a dû affronter, seule, ces monstres du pétrole.

Pourtant, ce ne sont pas les arguments qui manquent pour faire face à l'arrogance de ces

compagnies. Au 31 décembre 2014, BP a comptabilisé un total d'actifs en Algérie de l'ordre de 1,717 milliard USD avec seulement 290 millions US \$ courant. Autrement dit, 90% des actifs sont inscrits au chapitre report. Un mépris pour les Algériens.

Pour sa part, Statoil n'a jamais rendu compte de l'échec dans lequel elle a entraîné la Sonatrach dans l'aventure de l'offshore égyptien. Pourtant, Yousfi a incité Alnaft à faire le maximum de concessions, dans le cadre du 4^e appel d'offres, pour attirer le plus d'investisseurs étrangers.

Statoil a profité de cette situation pour s'accaparer du champ de Timissit, au nord d'Illizi.

Par cette mise en adjudica-

tion du permis de Timissit, le ministère de l'Energie a dérogé à une règle strictement observée par la Sonatrach depuis l'ère Boumediène. En fait, ce champ est situé dans une zone où les permis sont exploités exclusivement par la Sonatrach (El-Borma, Stah, Alrar, Ejeleh, etc.), car ils sont très faciles à développer. Alors pourquoi accorder un permis aux étrangers alors que la Sonatrach est en mesure de l'exploiter toute seule ?

Outre ces problèmes qui n'en finissent pas avec les compagnies pétrolières, la Sonatrach fait face à la société de réalisation Petrofac, qui s'est jointe à la fronde antialgérienne. Pourtant, depuis l'arrivée de Yousfi, Petrofac réalise annuellement 20 à 30% de son chiffre d'affaires en Algérie.

Aucun responsable politique n'a eu l'idée de convoquer Ayman Asfari, fondateur et actionnaire majoritaire de Petrofac, pour l'inciter à revoir ces calculs concernant l'Algérie.

Aujourd'hui, à cause de cette gestion chaotique, l'Algérie s'achemine vers l'isolement.

Les désengagements successifs, en ces trois dernières années, de British Gas, de ConocoPhillips, de Hess, de Total et prochainement de l'italien Enel devront donner à réfléchir sur la nature des relations que l'Algérie doit désormais entretenir avec les compagnies pétrolières étrangères.

Mokhtar Benzaki

LE CARE ET LA LOI DE FINANCES
COMPLÉMENTAIRE 2015

«Nous irons droit au mur si...»

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care) a réagi hier à l'annonce des mesures de la loi de finances complémentaire 2015. Fidèle à sa ligne critique à l'endroit de la politique économique du gouvernement, ce think tank, qui réunit autant de patrons d'entreprises que d'universitaires et d'experts, ne cache pas son pessimisme quant à l'avenir, à court terme, du pays, chiffre à l'appui, rappelant par là même les alertes adressées en vain au gouvernement.

Au centre des préoccupations des animateurs du Care, bien sûr la chute brutale du prix des hydrocarbures depuis ces cinq dernières années que l'on n'a pas su anticiper au regard de l'évolution de la conjoncture mondiale. Il fait le constat sans appel d'une réalité que le gouvernement n'ignore pas au demeurant : les quantités d'hydrocarbures exportées ont baissé de 9% au cours du premier trimestre 2015 ; un déficit de la balance commerciale à hauteur de près de 15 mds de \$US et un solde négatif prévisionnel de la balance des paiements à hauteur de près de 30 mds de \$US ; tabler sur un baril de pétrole à 60 \$ est trop optimiste. Le constat est encore plus alarmant sachant que le budget de l'Etat est basé exclusivement sur la fiscalité pétrolière, choix très contestable, selon des experts et qu'il connaîtra un déficit à la fin de l'année de 1 900 milliards de dinars. En conséquence, selon le Care, cela va obérer les ressources du Fonds de régulation des recettes qui

sera totalement épuisé d'ici 2017, c'est-à-dire dans moins de 3 ans !» La dégradation graduelle des comptes économiques de la nation, affirment les analystes du Care, risque de nous mener droit à «la situation que nous avions vécue à la fin des années 1980 et qui s'était soldée par un ajustement structurel imposé par le FMI». Ils mettent en garde, affirmant que «le pays est entré maintenant dans une crise sévère».

Reconnaissant au gouvernement son courage de rendre publics les chiffres et son souci de transparence, il ne cache pas néanmoins sa grande déception quant au refus de prendre en considération ses propositions de réformes. «Notre sentiment est que le gouvernement agit encore comme s'il ne s'agissait que de gérer des difficultés économiques passagères, là où des réformes plus structurelles sont rendues nécessaires pour commencer à jeter sérieusement les bases d'une économie qui doit plus que jamais se préparer au défi de l'après-pétrole.»

Au lieu et place des dépenses publiques comme moteur de croissance, le Care en appelle à la mise en œuvre d'une «une politique économique plus volontariste qui fasse des entreprises, privées et publiques, le moteur d'une croissance forte et durable, seule en mesure de créer massivement de la richesse et des emplois». «Dogmatisme, populisme et paternalisme doivent maintenant céder la place à plus de réalisme, plus d'efficacité et, par-dessus tout, plus d'ambitions pour notre Algérie», conclut le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise.

B. Taouchichet

TRANSPORT DE GAZ

Mise en service d'un ouvrage à In Salah

Une canalisation de transport de gaz naturel, reliant Hassi Moumène à In Salah, a été mise en service le 11 juillet dernier par la société algérienne de gestion du réseau de transport du gaz GRTG, filiale du groupe Sonelgaz. D'une longueur de 48 km et réalisée dans un délai record, cette importante infrastructure gazière contribue à l'amélioration de l'approvisionnement en gaz naturel des utilisateurs du réseau In Salah - Adrar - Timimoun.

En outre, cet ouvrage a permis de pallier les chutes répétitives de la pression au niveau du gisement de Sbaâ, l'alimentation en gaz de la centrale électrique de Zaouiet Kounta et de In Salah étant assurée à partir de la source de Hassi-Moumène. Autre impact, l'économie de quelque 600 000 litres par jour de fuel et le soulagement de la flotte de Naftal.

C. B.